



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...

• (Page 07)

Togo

Lancement du projet « Vacances actives en entreprise 2025 »

Le gouvernement togolais, par le biais de l'ANPE, a lancé le projet « Vacances actives en entreprise 2025 ». L'initiative vise à faciliter la transition des étudiants ...

• (Page 04)

Tribune de Marcellin Gandonou

Résultats par volume vs loi de Pareto.

Depuis toujours, nous avons tous admis que l'obtention d'un résultat ou pour atteindre un objectif donné, il faut consacrer beaucoup de temps, beaucoup d'énergie ...

• (Page 10)

Capital du Groupe Ecobank

Alain Nkontchou rachète les 21,22 % de Nedbank

• (Page 03)

Agriculture durable

Le FIDA prône une approche holistique en Guinée Équatoriale

Le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) appelle à une vision intégrée pour moderniser le ...

• (Page 02)

Bénin

GIM-UEMOA et le Trésor Public lancent la carte prépayée régionale « RoW »

Le Groupement Interbancaire Monétaire de l'UEMOA (GIM-UEMOA) et le Trésor Public National du Bénin (TPN) annoncent à Cotonou ...

• (Pages 05)

Akinwumi Adesina

« L'État de droit est le nouvel or de l'Afrique »

Devant le barreau du Kenya, le président de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina, a affirmé que l'avenir économique du continent repose sur ...

• (Page 06)

Guinness world records

Le gouvernement togolais apporte son soutien à Laurence Assignon

La ministre de la Communication, des Médias et de la Culture, porte-parole du gouvernement, Mme Yawa Ahoefa Kouigan et sa collègue Kayi Mivedor ...

• (Page 11)

Togo / Programme d'Appui au Financement des Communes

• (Page 04)

13 milliards FCFA pour le développement local



Le saviez vous ?
NOUS VOUS PRÊTONS
quand vous avez tout investi dans le stock.

Jusqu'à
80%
de la valeur
du stock

Durée
jusqu'à 1 an
renouvelable



BANK OF AFRICA
BMCE GROUP

www.boatogo.com

Agriculture durable

Le FIDA prône une approche holistique en Guinée Équatoriale

Le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) appelle à une vision intégrée pour moderniser le secteur agricole équato-guinéen, soulignant l'interdépendance des facteurs sociaux, technologiques et économiques.

● Wilson Lawson

Lors des journées d'études JORNA-DEIS, un débat a eu lieu sur l'avenir de la politique agricole en Guinée Équatoriale. À cette occasion, le Dr Koutéra Bataka, représentant du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) dans le pays, a fermement plaidé pour une approche globale du développement rural. Il a déclaré que « l'agriculture n'est pas un secteur isolé, mais un ensemble de facteurs interconnectés qui la composent ». Cette affirmation souligne l'importance d'abandonner les solutions fragmentées au profit d'une stratégie holistique pour moderniser le secteur primaire du pays. Selon le Dr Bataka, l'agriculture équato-guinéenne doit être pensée comme un véritable écosystème. Dans cette perspective, des éléments clés comme l'éducation, la technologie, les infrastructures, le financement et la formation technique doivent fonctionner de manière cohérente et coordonnée.

L'agriculture comme un écosystème

La position du représentant du FIDA fait écho aux recommandations du panel, qui insistaient sur la nécessité de coordonner les efforts entre les différents acteurs : institutions éducatives, secteur privé et gouvernements locaux. Pour le Dr Bataka, cette approche systémique est la



condition sine qua non pour une transformation durable du secteur agricole national. En favorisant la synergie entre toutes les composantes, l'agriculture peut devenir plus résiliente et productive face aux défis actuels.

Modernisation du secteur agricole et sécurité alimentaire

Cette vision globale du FIDA est en parfaite adéquation avec les objectifs que s'est fixée la Guinée Équatoriale dans le cadre de son développement. En effet, le pays ambitionne d'assurer sa sécurité alimentaire et de moderniser son secteur rural d'ici à 2035. La stratégie préconisée par le FIDA, qui consiste à faire fonctionner chaque élément du système agricole en synergie avec les autres, est perçue comme un levier essentiel pour atteindre ces objectifs. Elle répond également aux défis posés par le changement climatique et les spécificités territoriales du pays.

Le FIDA en bref

Le FIDA est le fonds mon-

dial de transformation de l'agriculture, des économies rurales et des systèmes alimentaires. Il investit dans les populations rurales, qui sont souvent les plus pauvres et les plus vulnérables au monde. Le Fonds international de développement agricole (FIDA) contribue à l'avènement de communautés rurales dynamiques, inclusives et durables, débarrassées du spectre de la pauvreté et de la faim. La meilleure approche pour atteindre cet objectif est d'investir dans les petits producteurs et petites productrices des zones rurales. Ces investissements permettent aux ruraux de prendre en main leur avenir tout en assurant à leur communauté une alimentation équilibrée en quantité suffisante. Les participants pilotant leur propre développement, une transformation durable est garantie. Le FIDA a été fondé dans les années 1970 pour répondre à une crise alimentaire mondiale. Depuis, nous avons aidé des millions de ruraux à échapper à la pauvreté et à prospérer.

AUX DÉCIDEURS ...

Opportunité à ne pas laisser filer...

Il y a des rendez-vous économiques que les nations ne peuvent pas se permettre de manquer. La Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf) en fait partie. Entrée en vigueur en 2019 et opérationnelle depuis 2021, elle promet de redessiner la carte du commerce africain en réduisant les barrières tarifaires et en stimulant les échanges entre pays du continent. Mais une promesse n'est rien si elle n'est pas saisie.

Le Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao (CCFCC), en organisant le 7 août dernier à Kpalimé une formation dédiée à la ZLECAf, a fait œuvre utile : il a mis le sujet sur la table, là où il doit être discuté — au cœur des filières productrices. Producteurs, acheteurs, coopératives : tous étaient réunis pour comprendre comment transformer ce vaste marché continental en levier de prospérité.

La ZLECAf n'est pas une baguette magique. Elle offre des avantages considérables : accès à de nouveaux débouchés, augmentation des volumes d'échanges, création d'emplois, réduction de la dépendance extérieure. Mais elle impose aussi des exigences impitoyables : produits conformes aux normes internationales, compétitivité accrue, capacité d'exportation solide. Et c'est là que le bât blesse pour nos entreprises, souvent freinées par des coûts de production élevés, un accès limité au financement et une faible capacité d'innovation.

Le risque est réel : que les géants du continent captent les marchés, reléguant nos PME au rôle de figurantes. Mais le danger le plus grave serait l'inaction. Le formateur l'a souligné avec justesse : il existe des mesures d'atténuation — accompagnement à l'export, actions de prospection, mesures de sauvegarde, appui à la qualité. Encore faut-il que ces dispositifs soient appliqués avec constance et que la mobilisation soit nationale, du sommet de l'État aux acteurs de terrain.

Les filières café et cacao représentent une part de notre identité économique et culturelle. Les ouvrir au marché continental n'est pas une option, c'est une nécessité de grande portée économique. Mais l'ouverture sans préparation serait un saut dans le vide. Ce qui se joue aujourd'hui, c'est notre capacité à transformer une vaste promesse commerciale en réalité tangible pour nos producteurs.

La ZLECAf n'attendra pas que nous soyons prêts. À nous de nous organiser pour être de ceux qui exportent... et non de ceux qui subissent.

M.T

Image du jour

BIASHARA
AFRIKA 2025
LOMÉ - TOGO

20-22
OCTOBER
2025 **SAVE THE DATE!**

DATE À RETENIR ! GUARDEM A DATA! ! احفظ التاريخ !

#BA2025

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	62,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

● Source : tresor.economie.gouv.fr



COMMUNIQUE DE PRESSE

Bosquet Investments Ltd. acquiert 21,22 % du capital d'Ecobank Transnational Incorporated auprès du groupe Nedbank.

Lomé, TOGO (15 août 2025) - Ecobank Transnational Incorporated (ETI), société mère du Groupe Ecobank, confirme la signature d'un accord d'achat entre le groupe Nedbank Ltd. et Bosquet Investments Ltd., le véhicule d'investissement privé d'Alain Nkontchou, pour l'acquisition d'une participation de 21,22 % dans ETI. Cette transaction reste soumise à l'approbation des autorités réglementaires.

Enko Capital Management LLP a agi en tant que conseiller principal pour cette transaction, tandis qu'Absa Bank Limited (via sa division Corporate and Investment Banking) a été désignée comme co-conseiller financier. La vente fait suite à la décision de Nedbank de réorienter sa stratégie vers ses marchés clés en Afrique australe et orientale, où le groupe possède et contrôle des entreprises.

Alain Nkontchou a exprimé son enthousiasme à propos de cette évolution : "Je suis très heureux d'être arrivé à cette étape avec le Groupe Ecobank, et je me réjouis de continuer à soutenir cette institution dans la réalisation de ses objectifs stratégiques de croissance, de transformation et de rendement. Je suis convaincu qu'ensemble, nous saurons saisir les opportunités à venir et conduire l'organisation vers une nouvelle ère de succès durable."

Jeremy Awori, directeur général, Groupe Ecobank a commenté : " Nous sommes ravis d'accueillir Bosquet Investments en tant qu'actionnaire significatif d'ETI. Cette étape importante reflète un engagement profond et durable envers la croissance et le succès de notre Groupe. Cet investissement constitue un vote de confiance fort dans notre stratégie de Croissance, Transformation et Rendement (GTR), dans nos performances et dans nos équipes."

Il a ajouté "Ayant fait partie du parcours de la banque pendant de nombreuses années, d'abord en tant que membre du Conseil d'administration d'ETI, puis en tant que Président du Conseil, Alain a fait preuve d'un engagement indéfectible, d'une vision stratégique et d'un leadership qui ont largement contribué aux

succès de la banque, la menant vers une ère de rentabilité." "Je lui suis reconnaissant pour sa confiance renouvelée et son partenariat, et je me réjouis de poursuivre ensemble une vision commune de croissance, d'innovation et d'excellence. Je saisis également cette occasion pour adresser nos sincères remerciements à Nedbank pour 17 années de partenariat constructif. Ils demeurent un partenaire commercial précieux pour Ecobank » a conclu **M. Awori.**

- FIN -

À propos du Groupe Ecobank (également 'Ecobank Transnational Incorporated' ou 'ETI')

Le Groupe Ecobank est le premier groupe bancaire panafricain du secteur privé, doté d'une expertise africaine inégalée. Il est présent dans 35 pays d'Afrique subsaharienne, ainsi qu'en France, au Royaume-Uni, aux Emirats Arabes Unis et en Chine. Son réseau panafricain unique offre une plateforme unifiée pour les paiements, la gestion de trésorerie, le commerce et les investissements. Le Groupe Ecobank emploie plus de 14 000 personnes au service de plus de 32 millions de clients et propose une gamme complète de produits, services et solutions de la Banque des Particuliers, de la Banque Commerciale et de la Banque des Grandes Entreprises et d'Investissement à travers de multiples canaux, y compris numériques. Pour plus d'informations, veuillez consulter ecobank.com.

A propos de Bosquet Investments Ltd.

Bosquet Investments Ltd. est le véhicule d'investissement privé d'Alain Nkontchou. Il a été membre du Conseil d'administration d'Ecobank Transnational Incorporated (ETI) depuis 2014 et Président du Conseil d'ETI de 2020 à 2024. Par ailleurs, Alain Nkontchou est le cofondateur et associé partenaire d'Enko Capital, un groupe de gestion d'actifs panafricain créé en 2008 avec son frère Cyrille Nkontchou. Le groupe gère des fonds d'investissement alternatifs et traditionnels à travers l'Afrique et dispose d'actifs sous gestion d'environ 1,2 milliard USD.

Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois



Source : tresor.economie.gouv.fr

Programme d'Appui au Financement des Communes

13 milliards FCFA pour le développement local au Togo

Le gouvernement togolais, en partenariat avec la République fédérale d'Allemagne, a procédé le jeudi 14 août 2025 à Lomé au lancement officiel du Programme d'Appui au Financement des Communes (PAFC). D'un montant global de 20 millions d'euros, environ 13 milliards FCFA, ce mécanisme vise à renforcer les capacités des communes dans la réalisation de projets de développement locaux prioritaires.

● Hélène Martelot

Le Togo a fait de la décentralisation un axe majeur de sa gouvernance depuis les élections municipales de 2019. Dans ce cadre, l'Etat a déjà mis en place le Fonds d'Appui aux Collectivités Territoriales (FACT), qui finance les communes et les régions à travers des dotations annuelles. Mais jusqu'ici, ce fonds était exclusivement alimenté par le budget national. Avec le lancement du PAFC, l'Allemagne devient le premier partenaire financier externe à y apporter des ressources, marquant un tournant dans le financement de la gouvernance locale. « C'est une avancée significative qui témoigne de la confiance de nos partenaires », a déclaré Siangou Koumtchana, secrétaire technique de la Commission de gestion du FACT, soulignant que le PAFC introduit également la notion de maîtrise d'ouvrage assistée, permettant aux communes de bénéficier d'un accompagnement technique dans la gestion de leurs projets.

Trois régions ciblées pour la première phase

La première phase du programme couvre 60 communes réparties dans les régions de la Kara, Centrale et Plateaux. Elle mettra l'accent sur trois secteurs jugés



prioritaires à savoir l'éducation, la santé et l'économie locale. Selon le ministre de l'Administration territoriale, de la décentralisation et de la chefferie coutumière, Hoda-balo Awaté, ce programme va permettre aux communes de mieux répondre aux besoins de leurs populations en matière d'infrastructures socio-économiques et de services sociaux de base. Une seconde phase, estimée à 12 millions d'euros, est prévue pour étendre le dispositif aux 117 communes du pays, renforçant ainsi la portée nationale du FACT.

L'appui de l'Allemagne, gage de durabilité

Pour Johannes Kinzinger, directeur du bureau de la KfW à Lomé, le PAFC illustre « la volonté de l'Allemagne de soutenir une décentralisation efficace et inclusive, en mettant à disposition un mécanisme crédible et structurant au service du développement local ». De son côté, le représentant de l'ambassade d'Allemagne au Togo, Johannes Klotz, a salué « les progrès notables réalisés par le gou-

vernement togolais depuis 2019 dans l'ancrage de la démocratie locale » et a rappelé l'importance de la transparence et de la bonne gouvernance dans la gestion des fonds.

Mécanisme innovant

Le PAFC se distingue par son mode de fonctionnement. Les communes bénéficiaires pourront soumettre des projets inscrits dans leurs Plans de développement communal (PDC). Les projets retenus seront financés via le FACT, avec un suivi technique renforcé. Cette approche permettra, selon les experts, d'éviter les écueils liés au manque de capacités techniques locales et de garantir l'impact réel des investissements sur la vie des citoyens.

Nouveau souffle pour les communes

Pour le maire de la commune du Golfe 1, Joseph Koami Gbloekpo Goma-do, également ministre de l'Aménagement et du développement des territoires, ce programme constitue « une opportunité historique pour les communes de disposer des ressources nécessaires à la mise en œuvre de leurs projets prioritaires ». Le lancement du PAFC marque donc une étape décisive dans le processus de décentralisation au Togo. Entre financement innovant, appui technique et partenariat international renforcé, les communes disposent désormais d'un outil supplémentaire pour améliorer les conditions de vie des populations à la base.



Togo

Lancement du projet « Vacances actives en entreprise 2025 »

Le gouvernement togolais, par le biais de l'ANPE, a lancé le projet « Vacances actives en entreprise 2025 ». L'initiative vise à faciliter la transition des étudiants vers le monde professionnel en leur offrant des stages pratiques, des formations complémentaires et une couverture sociale.

● Junior Aredola

Le gouvernement togolais a officiellement lancé le programme « Vacances actives en entreprise 2025 » sous le haut patronage du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé. La cérémonie de lancement s'est déroulée ce samedi 16 août 2025 en présence du ministre du Travail, Gilbert Bawara, et a mobilisé plus de 2 000 jeunes à travers le pays. Ce programme innovant offre aux étudiants un stage d'immersion professionnelle d'un mois, complété par une formation en soft skills (communication, gestion du temps, etc.) et en citoyenneté. Chaque participant reçoit une indemnité forfaitaire et bénéficie d'une couverture sociale via la CNSS contre les risques professionnels. L'objectif est de combler le fossé entre le milieu académique et les réalités du marché du travail.

Tremplin pour les jeunes et une oppor-



tunité pour les entreprises

Selon le ministre Gilbert Bawara, cette initiative répond au problème du décalage entre la formation académique et les exigences du marché de l'emploi. Le programme permet aux étudiants de développer leur curiosité et d'acquérir des compétences concrètes en entreprise. Pour le directeur général de l'ANPE, Kossi Tsiglo, le projet représente un double avantage. D'une part, il permet aux étudiants de gagner en expérience et en compétences pratiques. D'autre part, il donne aux entreprises l'opportunité d'identifier des jeunes talents

à fort potentiel pour de futurs recrutements, ce qui renforce l'écosystème entrepreneurial du pays. Un étudiant, Lare Binto, a témoigné que ces stages lui permettraient de « mieux comprendre le monde professionnel et de s'adapter aux réalités du terrain ».

Effort continu pour l'employabilité des jeunes

Le programme « Vacances actives en entreprise 2025 » s'ajoute à d'autres initiatives existantes du gouvernement togolais, comme le programme AIDE et le volontariat national. Ces actions traduisent la volonté des autorités de faciliter l'insertion professionnelle des jeunes diplômés. Mis en œuvre en partenariat avec le secteur privé, ce projet constitue une étape importante pour promouvoir l'employabilité des jeunes et assurer leur intégration durable sur le marché du travail.

Togo

Résultats des bourses de l'AMCI disponibles pour les bacheliers

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche du Togo annonce la publication des résultats de l'Agence Marocaine de Coopération Internationale (AMCI) pour la session de juin 2025. Les lauréats sont invités à se présenter à la Direction des bourses et stages.

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Communiqué

Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche porte à la connaissance des nouveaux bacheliers session de juin 2025 ayant fait acte de candidature à la bourse de l'Agence Marocaine de Coopération Internationale (AMCI) que les résultats sont disponibles et consultables sur le site de la Direction des bourses et stages via le lien

https://dbs.tg/sites/default/files/annonces_documents/BOURSE_AMCI_2025-2026_LISTE_ADMIS.pdf

Par ailleurs, le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche informe par la même occasion les lauréats qu'ils sont invités à se présenter à la Direction des bourses et stages le mardi 19 août 2025 à 8 heures.

Fait à Lomé, le 14 août 2025

Pour le Ministère, le Directeur des Bourses et Stages

Le GIM-UEMOA et le Trésor Public du Bénin lancent la première carte prépayée interopérable émise par un Trésor public dans l'Union

(GIM-UEMOA) - Le Groupement Interbancaire Monétique de l'UEMOA (GIM-UEMOA) et le Trésor Public National du Bénin (TPN) annoncent à Cotonou le lancement officiel de la carte prépayée régionale « RoW », première carte de ce type émise par un Trésor public dans l'espace UEMOA.

Cette initiative s'inscrit dans la stratégie nationale de digitalisation des services publics et dans la dynamique régionale portée par le GIM-UEMOA pour renforcer l'inclusion financière et moderniser les paiements dans l'Union. Accessible à tous, sans obligation de détenir un compte bancaire, la carte « RoW » offre un moyen de paiement moderne, sécurisé et interopérable dans les huit États membres de l'UEMOA.

Dès sa mise en circulation, cette carte permettra à ses détenteurs – fonc-



grâce à l'application GIM Baraka.

Cette étape marque un tournant pour le Trésor Public du Bénin, qui devient pionnier dans l'intégration d'une solution de paiement électronique publique à portée régionale. Elle répond à la volonté

M. Oumara Karimou Assouman, Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique, souligne : « Elle offre un moyen sûr et fiable pour réaliser les transactions entre l'administration et les bénéficiaires de certains transferts publics. » Mme Massim-Ouali

moyen de paiement : elle incarne un véritable levier d'inclusion financière, créant un lien direct entre le citoyen et l'administration, et donnant accès aux services du Trésor public même à ceux qui ne possèdent pas de compte bancaire classique. »



tionnaires, étudiants boursiers, retraités, institutions et grand public - d'effectuer des retraits sur l'ensemble des guichets automatiques connectés au réseau GIM-UEMOA, de payer sur TPE, de réaliser des achats en ligne, d'initier des transferts via mobile et de suivre leurs opérations en temps réel

de rapprocher l'administration financière des citoyens, en leur offrant des services plus rapides, plus accessibles et mieux adaptés à leurs usages quotidiens.

Conçue grâce à un partenariat stratégique avec le GIM-UEMOA, la carte RoW se distingue par sa polyvalence en tant que portefeuille électronique.

Affo Alice, Conseillère technique auprès du Ministre de l'Économie et des Finances, ajoute : « La carte RoW est bien plus qu'un simple

Serges ADINGNI, Directeur Général Adjoint du GIM-UEMOA, a déclaré : « Ce lancement illustre la capacité du réseau GIM-UEMOA à



accompagner les États membres dans la modernisation de leurs services financiers, en proposant des solutions interopérables et souveraines qui contribuent à la fluidité des paiements dans l'espace communautaire. »

large public, venus découvrir les fonctionnalités de la carte et les avancées en matière d'e-services du Trésor public.

À propos du GIM-UEMOA :

Le GIM-UEMOA, système régional de paiement, switch et processeur régional, regroupe 150 membres (banques, institutions financières et postales, structures de micro-



écosystème monétaire régional intégré, sécurisé et tourné vers l'avenir. La cérémonie de lancement, organisée à l'enceinte de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique à Cadjehoun, a réuni des représentants institutionnels, des responsables d'institutions financières, des partenaires techniques et un

finance, institutions de monnaie électronique). Sa mission principale est de promouvoir les systèmes et moyens de paiement électroniques auprès des secteurs bancaires et financiers, des administrations et des populations de l'UEMOA.

Plus d'informations : www.gim-uemoa.org



Akinwumi Adesina

« L'État de droit est le nouvel or de l'Afrique »

Devant le barreau du Kenya, le président de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina, a affirmé que l'avenir économique du continent repose sur l'indépendance de la justice, la bonne gouvernance et la transparence.

● Wilson Lawson

Le président du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD), Akinwumi Adesina, a prononcé une allocution devant la Conférence annuelle 2025 de la Société du barreau du Kenya, intitulée « Finances publiques, gouvernance, justice et développement », annonce la BAD le 15 août 2025. Il a établi un lien clair entre l'État de droit et la prospérité du continent, affirmant que la richesse de l'Afrique ne réside pas seulement dans ses ressources, mais dans sa capacité à les gérer de manière transparente et équitable. Selon M. Adesina, l'Afrique est confrontée à un déficit annuel de 100 milliards de dollars d'investissements directs étrangers, en partie à cause de la faiblesse de l'État de droit et des pratiques prédatrices de « fonds vautours ». Il a cité des données montrant que les investissements se dirigent naturellement vers les pays dotés de démocraties solides, de transparence et d'une justice indépendante. L'accès à la justice pour tous et la digitalisation des tribunaux sont, à ses yeux, des conditions fondamentales pour le développement.

Agir sur plusieurs fronts pour libérer leur potentiel économique

Le président de la BAD a exhorté les pays africains



à agir sur plusieurs fronts pour libérer leur potentiel économique. Il a notamment encouragé à renforcer l'indépendance du système judiciaire pour attirer les capitaux et à réformer les lois sur les ressources naturelles pour que les bénéfices profitent aux populations locales. Il a également plaidé pour la création de fonds souverains et de systèmes d'arbitrage africains pour gérer les différends localement. M. Adesina a interpellé directement les avocats et les juges, les qualifiant de « gardiens de la promesse » et d'« intendants de la destinée ». En faisant du respect de l'État de droit une priorité, ils peuvent transformer la gouvernance en un véritable levier de croissance, bien au-delà des discours de développement. Il a conclu son discours en affirmant que « la justice et le développement ne sont pas des voies parallèles, ce sont des pistes convergentes vers une croissance inclusive ».



Des solutions en action sur le continent

L'engagement d'Akinwumi Adesina ne se limite pas à des déclarations. La BAD soutient activement des réformes qui démontrent l'impact concret de l'État de droit sur le développement. Au Rwanda et en Côte d'Ivoire, le soutien de la Banque a permis de moderniser les tribunaux de commerce, réduisant de moitié les délais de règlement des litiges et libérant plus d'un milliard de dollars d'investissements. Aux Seychelles, l'institution a soutenu des réformes constitutionnelles qui exigent une approbation parlementaire pour tout nouvel emprunt, contribuant à réduire de manière significative le ratio dette/PIB. Au Kenya, la BAD a appuyé la mise en place d'une surveillance parlementaire des marchés publics et de la dette, renforçant ainsi la transparence et protégeant les fonds publics. En tant que « l'optimiste en chef de l'Afrique », M. Adesina a conclu en exhortant la communauté juridique du continent à s'emparer de son rôle pour faire de l'État de droit le moteur d'une prospérité partagée et durable.

Nigeria

IHS Towers renoue avec la rentabilité après une année difficile

Après une année 2024 marquée par des pertes importantes, IHS Towers réalise un bénéfice de 32,3 millions de dollars au deuxième trimestre 2025. Cette performance s'explique par une gestion financière rigoureuse et des facteurs macroéconomiques favorables, notamment au Nigeria.

● Nicole Esso

Le deuxième trimestre 2025 marque un revirement spectaculaire pour IHS Towers, qui passe d'une perte nette de 124,3 millions de dollars en 2024 à un bénéfice de 32,3 millions de dollars. Cette amélioration est le résultat d'une stratégie de redressement efficace. Cette performance est principalement due à la stabilité retrouvée du naira nigérian et à la réduction significative des charges financières. De plus, les ajustements tarifaires appliqués aux grands clients comme MTN et Airtel Nigeria ont eu un impact positif sur les revenus. Bien que le chiffre d'affaires global ait légèrement baissé de 0,5 % (433,3 millions de dollars), cette baisse est attribuée à un ajustement ponctuel et ne reflète pas la croissance organique robuste qui s'est établie à 11,1 %. L'entreprise a également fait preuve d'une grande rigueur budgétaire en réduisant ses investissements de plus de moitié, tout en atteignant un résultat opérationnel ajusté (EBITDA) de 248,5 millions de dollars, soit une marge enviable de 57,3 %.



Une gestion financière saine et des perspectives optimistes

La dynamique positive d'IHS Towers se confirme par d'autres indicateurs financiers. L'entreprise a réduit sa dette de 154 millions de dollars et a cédé ses activités rwandaises pour 274,5 millions de dollars, renforçant ainsi sa solidité financière. Le CEO, Sam Darwish, a annoncé des prévisions annuelles revues à la hausse pour le chiffre d'affaires, l'EBITDA et les flux de trésorerie disponibles. Il n'écartera pas non plus la possibilité de racheter des actions ou de verser des dividendes, ce qui témoigne de la confiance de la direction dans la pérennité de

cette reprise.

Environnement de marché plus favorable

Le redressement d'IHS Towers intervient dans un contexte de marché plus favorable, notamment au Nigeria, où la stabilisation de la devise a un impact direct sur ses opérations. L'entreprise est désormais mieux positionnée pour capitaliser sur la croissance du secteur des télécommunications en Afrique subsaharienne. Avec le déploiement en cours de la 5G et un portefeuille d'activités mieux recentré, IHS Towers se trouve en bonne posture pour saisir les opportunités de croissance futures, alors que la demande en infrastructures télécoms reste forte sur le continent.

Burkina Faso

Un plan pour renouveler et étendre ses plantations de mangue

Le Burkina Faso est l'un des principaux producteurs et exportateurs ouest-africains de mangue avec le Mali, la Côte d'Ivoire et le Sénégal. Dans le pays, le gouvernement renforce son appui à l'appareil productif pour booster les performances de la filière.

Au Burkina Faso, le ministère de l'Agriculture a mobilisé et distribué près de 400 000 plants de manguiers au profit des agriculteurs à travers le pays entre juin et août 2025. L'annonce a été faite dans un communiqué publié le dimanche 10 août sur la page Facebook dudit ministère. Cette campagne de distribution vise à renforcer la filière mangue, identifiée comme l'une des huit filières prioritaires dans le cadre de l'« Offensive agropastorale et halieutique 2023-2025 », un programme national visant à revitaliser les filières agricoles clés du pays, en augmentant la production et en améliorant la qualité des fruits. « Ces plants, issus de variétés sélectionnées pour leur rendement et leur adaptation aux conditions locales,



permettront de renouveler les vergers vieillissants et de créer de nouvelles plantations. », peut-on lire dans le communiqué. L'enjeu pour les autorités est également de consolider la position du pays sur le marché international, tout en contribuant à la sécurité alimentaire et au développement économique. Il convient de noter qu'en dépit d'une progression globale, la production burkinabè a évolué en dents de scie ces dernières années. Dans un rapport publié en novembre 2024, l'Agence pour la Promotion des Exportations du Burkina (APEX-Burkina)

souligne en effet que la production de la filière est passée de 197 302 tonnes en 2018 à 271 503 tonnes en 2020, avant de connaître une baisse de près de 27% en 2021 pour s'établir à 199 240 tonnes. Elle a ensuite rebondi de 51 % en 2022, atteignant 300 000 tonnes. Cette inconstance dans la production s'est également répercutée sur les performances réalisées sur le segment des exportations. D'après l'APEX, les expéditions de la filière ont généré 17,18 milliards de francs CFA (30,5 millions \$) de recettes en moyenne par an entre 2019 et 2023, avec un record de 22,1 milliards de francs CFA (39,3 millions \$) enregistré en 2022. Dans le pays, la superficie consacrée à cette culture était évaluée à 33 000 hectares en 2022.

Avec Agence Ecofin

Filière maïs

Le Sénégal s'associe à un partenaire turc

Au Sénégal, le maïs est la troisième céréale produite et consommée après le riz et le mil. Le pays, qui cible l'autosuffisance, a encore recours aux importations massives pour satisfaire la demande croissante sur son marché intérieur.

Au Sénégal, la Direction générale des entreprises agricoles de Turquie (TIGEM) veut aménager une ferme agricole sur une superficie de 500 hectares au profit de la filière maïs. Le projet, annoncé le vendredi 8 août dernier dans un communiqué publié par Mabouba Diagne, ministre de l'Agriculture, s'inscrit dans un partenariat public-privé visant à doter le pays d'un centre d'excellence pour l'expérimentation des pratiques agricoles modernes et la production locale de semences certifiées à haut rendement. Les travaux, dont la durée est prévue sur une période de 12 mois,

marquent une nouvelle étape dans la coopération agricole entre le Sénégal et la Turquie. Selon M. Diagne cette ferme sera équipée des dernières générations de machines et servira de modèle pour la production nationale de maïs. « Ce projet, qui se veut également une ferme-école, formera les producteurs et les techniciens aux techniques agricoles innovantes et durables. », peut-on aussi lire dans le communiqué. À travers ce nouveau partenariat, l'objectif des autorités sénégalaises est d'accroître la productivité et la production locale de maïs qui peine à suivre la demande croissante.

Selon les données compilées par l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) les importations sénégalaises de maïs ont augmenté de 19 % en 2024 pour atteindre 512 740 tonnes, et de près de 59 % en l'espace de 5 ans depuis 2020 (323 439 tonnes). Le projet devrait aussi soutenir l'ambition du gouvernement d'atteindre des rendements de 5 tonnes par hectare dans la filière. Dans la deuxième économie de l'UEMOA, la culture de maïs couvrait 172 200 hectares en 2023/2024, affichant un rendement moyen de 3,29 tonnes par hectare d'après l'ANSD.

Avec Agence Ecofin

BRVM

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

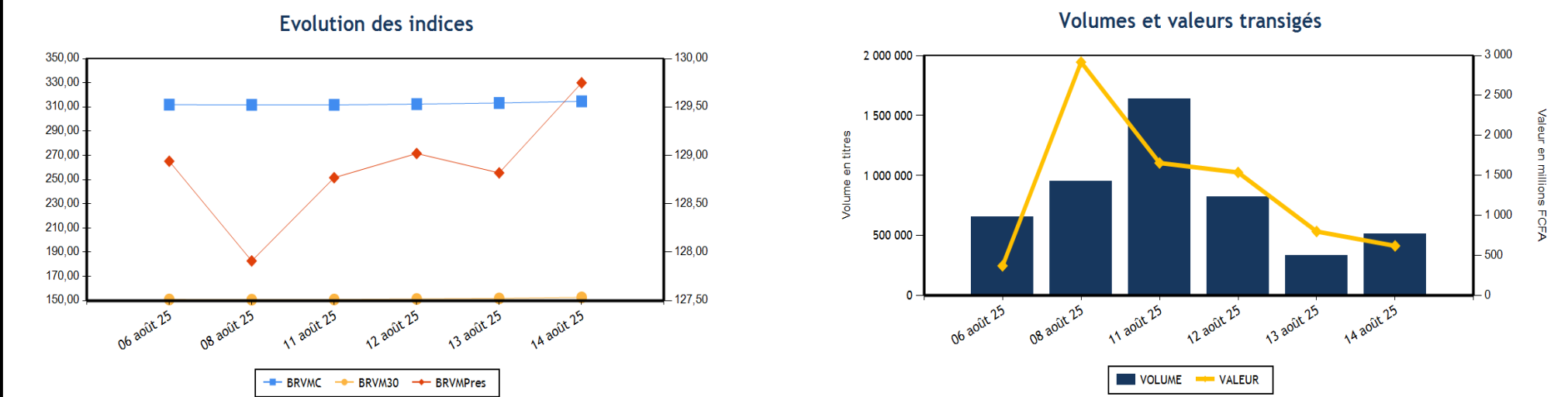
Afrique de l'Ouest

BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

jeudi 14 août 2025

N° 153

BRVM COMPOSITE	314,77	BRVM 30	152,69	BRVM PRESTIGE	129,75
Variation Jour	0,46 %	Variation Jour	0,57 %	Variation Jour	0,72 %
Variation annuelle	14,04 %	Variation annuelle	10,05 %	Variation annuelle	12,98 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	12 136 357 810 727	0,46 %
Volume échangé (Actions & Droits)	508 222	73,15 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	587 048 351	39,07 %
Nombre de titres transigés	45	0,00 %
Nombre de titres en hausse	18	-18,18 %
Nombre de titres en baisse	15	87,50 %
Nombre de titres inchangés	12	-20,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	11 700	3,54 %	33,03 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	675	3,05 %	12,50 %
ORANGE COTE D'IVOIRE (ORAC)	14 580	2,93 %	-16,69 %
SICABLE CI (CABC)	1 335	2,69 %	28,37 %
ONATEL BF (ONTBF)	2 340	1,96 %	1,96 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	129,75	0,72 %	12,98 %	32 350	347 766 055	9,91
BRVM-PRINCIPAL	37	189,81	-0,36 %	37,43 %	475 872	239 282 296	84,33

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	262,08	-0,52 %	123,31 %	10 657	66 714 820	234,98
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	714,52	1,31 %	-6,47 %	30 606	284 636 325	9,89
BRVM - FINANCES	16	122,10	-0,16 %	20,00 %	441 437	174 412 416	8,08
BRVM - TRANSPORT	1	353,70	1,40 %	7,65 %	1 084	1 551 530	4,59
BRVM - AGRICULTURE	5	326,77	0,32 %	65,81 %	10 681	35 582 830	10,52
BRVM - DISTRIBUTION	7	371,75	0,80 %	10,88 %	12 665	19 544 990	46,36
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	637,70	-0,47 %	-1,81 %	1 092	4 605 440	11,75

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	93,32	1,37 %	-6,68 %	24 769	271 060 565	9,80
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	106,50	0,88 %	6,50 %	9 457	16 161 490	67,04
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	119,99	-0,17 %	19,99 %	441 437	174 412 416	8,08
BRVM - CONSOMMATION DE BASE	9	217,18	-0,33 %	117,18 %	13 934	87 554 190	199,50
BRVM - INDUSTRIELS	6	137,18	0,14 %	37,18 %	6 072	12 458 290	5,37
BRVM - ENERGIE	4	110,63	0,32 %	10,63 %	6 716	11 825 640	13,72
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	99,66	-0,52 %	-0,34 %	5 837	13 575 760	8,27

États-Unis

Le bitcoin explose un nouveau plafond

La star des cryptomonnaies a dépassé pour la première fois le seuil des 124'000 dollars.

Le bitcoin a atteint un nouveau plus haut jeudi matin dans les premiers échanges asiatiques, dépassant pour la première fois le seuil des 124'000 dollars. Il est porté par la hausse des actions américaines, l'intérêt des investisseurs institutionnels et une législation américaine favorable. La star des cryptomonnaies a battu son précédent record du 14 juillet dernier (123'205 dollars), dépassant même brièvement les 124'500 dollars avant de refluer. Vers 4:08, heure suisse, le bitcoin s'échangeait pour quelque 123'600 dollars. Les actions américaines ont terminé en forte hausse mercredi à la Bourse de New York, l'indice S&P 500 atteignant un nouveau plus haut, tout comme le Nasdaq à forte coloration technologique, contribuant à la hausse de la cryptomonnaie. Le bitcoin affiche depuis plusieurs mois une nette



progression, encouragée notamment par le climat législatif favorable mis en place par le président américain Donald Trump. «*Le marché des cryptomonnaies bénéficie de fondamentaux très favorables*», a récemment rappelé Samer Hasn, analyste marché chez XS.com. Sur le plan réglementaire, les dernières batailles juridiques majeures menées par l'autorité américaine de régulation du secteur sont désormais closes. Par ailleurs, «Donald Trump a pris des mesures pour mettre fin aux restrictions qui empêchaient aupa-

ravant les banques de faire affaire avec des entreprises signalées pour des risques liés à leur réputation, une catégorie dans laquelle les entreprises de cryptomonnaie étaient souvent injustement placées». Trump pourrait aussi être enclin à accélérer l'intégration des cryptomonnaies dans le système financier national et à lever des restrictions supplémentaires, compte tenu de son implication croissante et de celle de sa famille dans ce secteur, a encore estimé M. Hasn.

(AFP)

France / Suppression de jours fériés

Le gouvernement espère plus de 4 milliards d'euros dès 2026

Le gouvernement met en avant les grands chiffres pour justifier une mesure qui aura sans doute du mal à passer. Des négociations avec les partenaires sociaux sont attendues au mois de septembre.

Chiffon rouge ou véritable mesure, la suppression possible de deux jours fériés continue d'agiter le débat politique. Et le gouvernement entend bien justifier cette disposition par la contribution qu'elle pourrait apporter à son objectif de renflouement du budget. Il a ainsi confirmé qu'il visait un rendement de 4,2 milliards d'euros dès 2026 pour le budget de l'État, selon le document d'orientation qu'il vient d'adresser aux partenaires sociaux. Dans ce courrier, le gouvernement souhaite «porter en projet de loi de finances pour 2026 une mesure de suppression du caractère férié de deux jours, le lundi de Pâques et le 8 mai», pour les salariés du secteur privé comme du public. «Les salariés mensualisés et les agents publics ne seront pas rémunérés davantage pour ces nouvelles heures de travail» et «en contrepartie, les employeurs du secteur privé s'acquitteront d'une contribution qui sera affectée au budget de l'Etat», un dispositif calqué sur celui de la journée de solidarité. Le gouvernement invite les partenaires sociaux de lui faire savoir



«d'ici au 1er septembre» s'ils souhaitent engager une négociation, qui devra le cas échéant se conclure «au plus tard le 30 septembre».

Des oppositions déjà vives

Il est fort à parier que la mesure, présentée comme un levier pour augmenter le volume annuel de travail, produire davantage et renforcer la compétitivité économique de la France, ne passe pas comme une lettre à la poste. Les syndicats sont montés directement au créneau à l'image de la CGT et de la CFDT, tandis que le patronat a exprimé sa réticence face au dispositif de taxation

qui doit permettre de flécher une partie des gains vers les caisses de l'Etat. D'autant que les gains annoncés sont loin d'être aussi évidents que l'affirme le gouvernement. Au lendemain des annonces faites le 15 juillet par le Premier ministre François Bayrou, la docteure en économie et directrice générale de l'Institut Avant-garde, Clara Léonard, avait réagi sur France Culture. Prenant l'exemple de la journée de solidarité du lundi de Pentecôte, dont elle rappelle que celle-ci est finalement souvent chômée, elle constate que l'apport à la richesse nationale est plus limité que celui d'une journée de travail classique.

(Avec AFP)

Nvidia et AMD

La Chine, marché crucial pour les géants des puces

Les deux entreprises qui conçoivent des cartes graphiques ont accepté de donner 15 % de leurs revenus venant du marché chinois à Washington pour être de nouveau autorisées à exporter certaines de leurs machines sur le sol chinois. Un accord qui témoigne de l'importance de la Chine pour ces géants de la tech.

Nvidia et AMD sont prêts à tout pour pouvoir continuer d'exporter en Chine. Un marché qui leur avait été un peu plus fermé en avril après que le gouvernement américain a interdit tous les exports de puces de haute technologie vers l'ex-Empire du milieu. Cette nouvelle mesure, qui rentre dans la stratégie de blocage technologique de la Chine, concernait la H20 de Nvidia et la MI308 d'AMD. Deux machines légèrement moins performantes que leurs puces les plus poussées - déjà interdites à l'export vers la Chine depuis des années - mais qui peuvent tout de même servir à entraîner des intelligences artificielles. Mais après des mois de négociations, Donald Trump a finalement accordé son feu vert aux deux géants de la tech. À une condition : redonner 15 % de leurs revenus venant de Pékin à l'administration américaine. Une demande qui



pourrait coûter leur coûter plus de 2 milliards de dollars selon le New York Times. Qu'importe pour Nvidia et AMD, le marché chinois en vaut bien la peine.

Un quart du chiffre d'affaires d'AMDx

Le géant asiatique est, en effet, le quatrième client de Nvidia et même le deuxième pour AMD. Sur l'exercice décalé de 2025 (terminé en janvier) de Nvidia, Pékin représente 13,1 % de son chiffre d'affaires. Ce marché représente même 24,2 % de

toutes les ventes d'AMD en 2024, qui tire beaucoup moins de revenus que son concurrent de ses ventes aux géants du cloud américain lancé dans une course au développement des IA. Très dépendant de ses clients chinois, le groupe avait anticipé que la nouvelle interdiction imposée en avril par l'administration de Trump lui aurait fait perdre 1,5 milliard de dollars en 2025. L'accord arraché dimanche est donc un soulagement pour le numéro deux des concepteurs de cartes graphiques.

Avec AFP

Economie

Un membre de la Fed favorable à trois baisses de taux avant janvier

Michelle Bowman s'est prononcée pour «une approche proactive» qui «permettrait d'éviter une dégradation supplémentaire des conditions du marché du travail».

Une responsable de la Réserve fédérale (Fed), qui s'est opposée récemment au statu quo sur les taux d'intérêt américains, estime samedi que l'institution monétaire devrait baisser les taux trois fois dans les mois à venir. Sachant qu'aucune baisse n'a encore eu lieu, elle suggère que les trois réunions programmées d'ici la fin de l'année donnent toutes lieues à une baisse. Vice-présidente de la banque centrale des États-Unis, chargée de la régulation bancaire, Michelle Bowman s'est distinguée la semaine dernière en s'opposant à la majorité de ses collègues lors de la réunion de politique monétaire. Le gouverneur Christopher Waller a aussi voté contre la décision de laisser les taux d'intérêt inchangés pour la cinquième fois de suite. Tous deux, qui ont été nommés à la Fed par le président Donald Trump pendant son premier mandat, ont plaidé pour une baisse d'un quart de point de pourcentage pour donner un coup de pouce à l'activité économique.



Des «signes de fragilité» de l'économie américaine

Dans son discours, Mme Bowman explique qu'elle avait repéré des «signes de fragilité» sur le marché du travail. Ceux-ci se sont depuis «agrandis», selon elle. Trois baisses «permettraient d'éviter une dégradation supplémentaire des conditions du marché du travail». Deux jours après la réunion de la Réserve fédérale, le rapport mensuel sur l'emploi aux États-Unis a déclenché une déflagration dans les milieux économiques, avec des créations d'emplois faibles et des révisions de données importantes tendant à montrer que le marché du travail va bien moins bien qu'escompté. Le

président Donald Trump a limogé l'économiste supervisant la publication, estimant que les chiffres avaient été «manipulés» à des fins politiques, pour lui nuire. Michelle Bowman ne va pas sur ce terrain, tout en regrettant que les rapports sur l'emploi soient devenus moins fiables «ces dernières années». Elle considère que les risques pesant sur l'emploi sont désormais plus importants que ceux liés à la hausse du coût de la vie. Elle répète à plusieurs reprises que les nouveaux droits de douane mis en place par l'exécutif américain devraient avoir un impact seulement temporaire sur l'inflation. Elle pense ainsi «que l'inflation reviendra à 2 % quand ces effets se dissiperont».

(Avec AFP)

Pollution plastique

Les négociations butent, mais les États restent à la table

La volonté de sceller un accord mondial juridiquement contraignant pour mettre fin à la pollution plastique s'est heurtée, vendredi, aux divergences persistantes entre États. Réunis pour un cinquième tour de négociations à Genève, les délégués ont convenu de reprendre les discussions à une date ultérieure, faute de consensus.

« Je regrette profondément que, malgré des efforts sérieux, les négociations (...) se soient conclues sans consensus », a déploré le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, dans une déclaration publiée à l'issue de la session. Saluant « la détermination des États membres à rester engagés » et à poursuivre le processus, il a rappelé que le monde avait besoin d'un traité « pour relever ce défi monumental pour les populations et l'environnement ». Même son de cloche du côté de la cheffe du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'agence chargée d'encadrer le processus intergouvernemental. « Ces dix jours ont été difficiles, dans un contexte géopolitique complexe, marqué par des défis économiques et des tensions multilatérales », a ainsi reconnu Inger Andersen. « Cependant, une chose



reste claire : malgré ces complexités, tous les pays souhaitent clairement rester à la table des négociations ».

Une mobilisation mondiale

Dans les couloirs du Palais des Nations, au cœur de la ville suisse, la présence de 183 délégations témoignait du poids politique du futur traité. Des représentants d'îles du Pacifique, couronnés de fleurs éclatantes, y côtoyaient d'autres négocia-

teurs aux atours plus sobres. Tous avaient les traits tirés par une ultime session nocturne. Au total, plus de 2.600 participants – dont 1.400 délégués nationaux et près de 1.000 observateurs – ont participé à cette nouvelle session. Aux côtés des diplomates chargés de dessiner les contours du futur traité, la société civile – des peuples autochtones aux ramasseurs de déchets, en passant par la communauté scientifique – a multiplié les actions symboliques, les réunions publiques

et les installations artistiques pour rappeler l'urgence du moment.

Des points de friction tenaces

Objectif affiché : arrêter un texte sur un instrument contraignant couvrant l'ensemble du cycle de vie des plastiques, depuis la conception jusqu'aux déchets. Quatre groupes de contact ont planché sur les questions les plus épineuses : plafonds de production, produits

chimiques préoccupants, financement ou mécanismes de conformité. Mais, malgré un « engagement intensif », selon le PNUE, aucun accord n'a été trouvé sur les propositions mises sur la table. « Même si nous n'avons pas abouti au texte de traité que nous espérons, le PNUE poursuivra son travail contre la pollution plastique, une pollution qui se trouve dans nos eaux souterraines, dans nos sols, dans nos rivières, dans nos océans et, oui, dans nos corps », a insisté Mme

Andersen.

Relancer l'élan

Pour Luis Vayas Valdívieso, président du comité de négociation intergouvernemental du traité, l'échec provisoire ne doit pas entamer la détermination des États membres : « Ne pas atteindre l'objectif que nous nous sommes fixé peut être source de tristesse, voire de frustration. Mais cela ne doit pas nous décourager ». Le processus, lancé en mars 2022, entre donc dans une phase délicate. « À l'issue de cette session, nous repartons avec une compréhension des défis à relever et un engagement renouvelé et commun à les relever », a déclaré Jyoti Mathur-Filipp, dont le rôle est d'encadrer le processus. Et de conclure : « Nous avons désormais l'obligation de progresser ».

Avec news.un.org

HOROSCOPE finance

Bélier Cet aspect de Pluton devrait très nettement vous aider à améliorer vos revenus, à faire de bons placements, à choisir des investissements rentables, ou à vous lancer dans des achats dont vous ne pourrez que vous féliciter.

Taureau Avec cet aspect de Jupiter, il y aura de fortes probabilités pour que vous soyez le favori de la chance dans le domaine financier. Cela dit, ne tentez pas le diable : ne vous précipitez pas dans un magasin d'informatique, de hi-fi ou une bijouterie sans réfléchir. Attendez d'avoir vu votre compte en banque s'arrondir avant de vous lancer dans des achats.

Gémeaux Les influx seront contradictoires sur le plan pécuniaire. Vous oscillerez entre des envies irrésistibles de dépenser sans limite et des résolutions d'austérité et d'économie. Ce sera également une journée au cours de laquelle vous pourrez avoir à dépenser davantage pour les autres que pour vous-même.

Cancer Saturne en aspect dysharmonique ne sera guère favorable à la prospérité. Limitez au maximum les risques financiers, en maîtrisant vos envies d'achat et en refusant les opérations trop risquées.

Lion Soyez très vigilant en ce qui concerne vos finances. Vous ne risquez rien de grave si vous restez attentif et si vous contrôlez soigneusement vos dépenses. Mais si vous manquez de rigueur, vous risquez de le payer cher. Pourquoi ? Tout simplement parce que Saturne, planète de restriction, sera mal aspecté. Attention, donc, aux oublis dans vos comptes, ainsi qu'à une fausse appréciation de votre situation, qui vous amènerait à prendre trop de risques sur le plan financier.

Vierge La teneur astrale de la journée vous inclinera à faire preuve de bon sens. En particulier, il ne sera pas inutile de penser que la gestion de vos finances doit suivre certaines règles objectives. Ne vous lancez pas dans des dépenses si celles-ci ont pour première conséquence l'effet de vous endetter ; vous le regretteriez amèrement par la suite, car "les dettes abrègent la vie" (Joubert).

Balance Le Soleil en cet aspect devrait vous aider à améliorer vos revenus. Mais comme il sera en assez mauvaise position, il pourra tout de même provoquer de nouvelles perturbations dans ce domaine. Soyez particulièrement vigilant si vous envisagez un achat conséquent ou si vous souhaitez réorganiser vos investissements. Rappelez-vous que tout ce qui brille n'est pas or, avant de signer quoi que ce soit.

Scorpion Profitez de cet aspect de Mercure pour mettre de l'ordre dans vos comptes, rencontrer votre banquier, réorganiser vos placements ou regrouper vos emprunts : des solutions rentables seront à portée de votre main.

Capricorne Il faudra vous imposer une discipline très stricte et faire une croix sur les dépenses superflues. Ne vous laissez pas non plus entraîner dans des opérations financières hasardeuses ou mal préparées. En respectant ces consignes de prudence, vous parviendrez sûrement à consolider votre situation pécuniaire.

Sagittaire Cet aspect conflictuel de Pluton pourrait vous jouer des tours, notamment en vous donnant envie de vous livrer à des dépenses excessives pour vos enfants ou pour l'objet de votre flamme. Prenez garde !

Verseau Mercure en cette position dans votre Ciel mettra l'accent sur votre situation financière, c'est-à-dire aussi bien sur vos gains ou vos revenus que sur les frais ou les dépenses que vous seriez en train d'engager. Dans l'un et l'autre cas, une extrême prudence vous sera recommandée, car vous serez enclin à vous tromper dans vos calculs ou à faire de mauvaises estimations.

Poisson Côté finances, vous pourrez compter sur quelques petits coups de pouce de la chance. Ainsi, vous aurez la possibilité de réaliser des opérations financières fructueuses et des placements très rentables.

L'économiste

Premier Quotidien Économique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses – Agoè Télèssou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Hélène MARTELOT
(+228 90 49 27 88)

Rédacteurs

Joël YANCLO
Nicole ESSO
Junior AREDOLO
Vivien ATAHPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

RESULTATS PAR VOLUME vs LOI DE PARETO.

Depuis toujours, nous avons tous admis que l'obtention d'un résultat ou pour atteindre un objectif donné, il faut consacrer beaucoup de temps, beaucoup d'énergie et surtout travailler dur pendant de longues années pour espérer ledit résultat. La plupart d'entre nous avons été éduqué de cette façon : le dur labeur, dans les champs, les ateliers de manufacture, l'administration publique... ce qui n'était pas une mauvaise en chose en soi étant donné les moyens de production dont disposaient les gens, les ouvriers, bref la population.

Quand vous prenez également l'horaire de travail officiel de façon générale dans nos pays, c'est de 7h30 ou 8h à 17h30 avec une pause de 1h à 1h30 dans les meilleurs des cas, sinon beaucoup ne prennent pas de pause. Dans les faits le temps de travail est largement au-dessus de ce qui est affiché. Certains font des heures supplémentaires qui ne sont pas toujours comptabilisées parce que les patrons ne veulent pas ou ne peuvent pas payer plus. En outre il y a pleins de travailleurs qui sont également obligé de sacrifier une partie de leur week end pour rattraper ou prendre de l'avance sur leurs tâches. En dépit de tout cela ce n'est jamais suffisant.

Quand on fait le point à la fin de la journée, la plupart des travailleurs n'arrivent presque jamais à atteindre les objectifs fixés par la direction et ne répondent pas efficacement aux attentes des clients. Ces derniers sont souvent frustrés et en colère contre la nonchalance, la maltraitance, le manque de professionnalisme, de réactivité, d'anticipation...des agents qui les servent. Que ce soit dans le privé ou dans le public. Malgré le volume d'heure assez élevé consacré au travail, les résultats ne sont souvent pas au rendez-vous. La loi de Pareto ou la loi du 80/20, nous dit que 80% des résultats que nous produisons, viennent généralement de 20% d'efforts fournis.

• Si vous êtes une entreprise, vous avez certainement remarqué que 80% de votre CA provient de 20% de vos clients ou de votre portefeuille.

• Si vous êtes un manager ou un chef d'équipe, il y a de fortes chances que 80% du résultat de votre équipe vienne de l'effort de 20% de vos collaborateurs, les autres font du mieux qu'ils peuvent.

• Si vous faites un bon diagnostic de vos résultats personnels, vous remarquerez que vos résultats viennent souvent de vos moments de concentration et quand vous faites un tir groupé sur un objectif et non quand vous embrassez beaucoup de tâches en espérant tout finir dans un temps record.

Le but du jeu dans le monde d'aujourd'hui, c'est de sortir de la conception de : volume de travail est égal au résultat pour rentrer dans l'état d'esprit de l'essentialisme. Comment identifier le peu d'efforts qui pourra donner plus de résultats en utilisant la technologie, un cerveau collectif, l'intelligence collective, les leviers de productions de résultats...avec plus de valeurs ajoutées. Pour ce faire : FAITES LA DIFFERENCE ENTRE CES TROIS POINTS :

1. LA PREOCCUPATION.

La préoccupation, c'est quand vous laissez les émotions et vos ressentis vous dominer et prendre le dessus à tel point que vous agissez avec comme indicateur les émotions en état en mode réaction. Le défi, c'est que les émotions accroissent l'activité dans la partie émotionnelle du cerveau appelée Amygdale et inhibe toute capacité de réflexion et d'objectivité. C'est pour cela qu'il est suggéré de ne pas prendre de grandes décisions lorsqu'on est sous l'effet de grandes émotions comme la joie, l'euphorie, la colère,



la dysphorie..., parce que dans ces moments on perd toute capacité d'objectivité. Vous comprenez pourquoi la plupart des décisions prises sous effet d'émotions, sont toujours suivies de regrets. Quand ce sont les émotions qui vous guident, vous devenez une marionnette émotionnelle qui danse à la guise des événements, du comportement des gens, des difficultés, de la provocation... au lieu de ce qu'elle doit faire pour atteindre un résultat objectif, peu importe les ressentis. Les émotions sont les plus grands énergivores que je connais, c'est pour cela qu'il est important de savoir les gérer.

2. L'OCCUPATION.

Ici la plupart des gens confondent vitesse et précipitation, volume de travail et résultat final. Une personne peut être occupée tout au long d'une journée mais ne rien mettre dans le panier à la fin de la journée. C'est-à-dire qu'au cours de la journée, elle est tout le temps au téléphone, va de bureau en bureau ou de réunion en réunion, a toujours des parapheurs sous les bras, elle n'a même pas le temps de déjeuner..., mais à la fin de la journée, elle n'aura rien produit. Des fois pour ne pas donner l'impression aux autres qu'on est paresseux, on décide de s'occuper et lorsqu'on n'a pas grand-chose à faire, on s'invente des tâches ou on récupère les tâches des autres afin d'avoir des choses à faire. Et effectivement lorsqu'on voit des gens comme ça, on les cite même en guise d'exemple pour les autres. Alors qu'en réalité c'est juste du remplissage ou du bourrage sans résultats.

3. LA PRODUCTIVITE.

La productivité se base sur le principe de l'essentialisme : FAIRE MOINS MAIS MIEUX. La personne qui est orientée productivité se pose chaque fois la question suivante : « ce que je fais actuellement, est-ce moi et la chose que je dois être en Train de faire à ce moment précis ? Y a-t-il une

meilleure manière de faire les choses pour un résultat optimal sans utiliser toutes les ressources actuelles et que ce ne soit pas forcément moi aux manettes ? ». A la fin de la journée ce sont les résultats qui doivent être le seul indicateur et non les explications ou les excuses. Les excuses, vous en trouverez toujours. La raison pour laquelle on ne peut ou ne doit pas faire telle ou telle chose, ne manquera jamais. La discipline et l'orientation résultat sont les maîtres mots pour ceux qui sont dans la productivité.

Vous pouvez aussi vous poser les questions suivantes

a) **Suis-je productif ou seulement actif ?**
b) **Est-ce que je m'invente des choses à faire pour éviter une réalité ?** Parce que cela me demande un niveau d'expertise ou des compétences que je n'ai pas ? Parfois on peut inventer des choses à faire pour s'occuper parce qu'au fond (consciemment ou non), on cherche à fuir une autre réalité. Ou on n'a pas une compétence donnée et pour ne dévoiler ses lacunes ou se faire prendre, on s'occupe pour noyer le poisson.

Ceux qui réussiront à faire le basculement entre l'état d'esprit de volume de travail vers la loi de Pareto ou le principe de l'essentialisme, seront les personnes les plus productives, épanouies et heureuses, qui pourront consacrer le reste de leur temps à la jouissance de la vie et pourront s'adonner à d'autres causes qui sont chères à leur cœur pendant que la grande masse se tue au travail.

GANDONOU S. Marcellin
CEO SENAKPON GROUP

m.gandonou@senakpon.com

Consultant – Auteur – Coach – Conférencier international.

Lutte contre le mariage des enfants

Une campagne interreligieuse
« Protéger l'enfance, c'est sacré » lancée

Le réseau Faith to Action Network, une organisation de leaders religieux, a lancé une campagne interreligieuse de lutte contre le mariage des enfants, lors d'une conférence de presse, le jeudi 14 août à Lomé, sous le thème « Protéger l'enfance, c'est sacré ».

Dans sa déclaration liminaire, la représentante de Faith to Action Network, Mme Ayoko Bahun-Wilson a indiqué que cette campagne est née d'un constat selon lequel, au Togo, une fille sur quatre est encore mariée avant l'âge de 18 ans. Selon elle, derrière ce chiffre, ce sont des enfances interrompues, des droits bafoués, et des rêves sacrifiés. Cette pratique, a-t-elle ajouté, persiste et souvent justifiée, par des interprétations culturelles ou religieuses, et amplifiée par des récits dans l'espace public. Eu égard à ces constats, le réseau Faith to action network a choisi de répondre autrement. « Nous choisissons la foi, la science, et la communauté comme leviers de transformation. Nous lançons une campagne qui ne condamne pas, mais qui dialogue, éclaire et mobilise ». Cette campagne, Faith to Action Network a choisi de la faire sous forme d'expérimentation pionnière ; une première pour les institutions confessionnelles et une première mondiale dans la religion, basée sur la foi. Elle repose sur des outils inédits comme des avatars virtuels, capables de porter les messages dans les langues locales et d'interagir avec les réalités sociales et locales. Elle porte sur des voix clonées, synthétiques mais profondément humaines, qui



transmettent les récits avec émotion et accessibilité. La campagne se base sur une écoute sociale, fondée sur l'analyse du débat public en ligne, pour comprendre comment le mariage des enfants est perçu, justifié ou contesté dans les conversations numériques. C'est aussi un travail d'équipe optimisé par l'Intelligence artificielle (IA), qui permet de co-crée, d'adapter et de diffuser les contenus avec rigueur et rapidité. Au-delà de la technologie, cette campagne est un apprentissage collectif. Elle permettra de comprendre comment intégrer efficacement l'IA dans les communications fondées sur la foi, d'accroître la portée, et d'améliorer son impact. La particularité de cette campagne selon Mme Bahun-Wilson, c'est que les messages ne sont pas imposés aux populations cibles. « Nous venons ouvrir un espace de dialogue, où les leaders religieux, les familles, les jeunes peuvent repenser ensemble les récits liés au ma-

riage précoce. Nous venons dire que protéger l'enfance n'est pas une rupture avec la foi c'est une élévation de ses valeurs les plus profondes », a-t-elle souligné. Pour Mme Bahun-Wilson, « la foi peut être un levier puissant de justice sociale. Et nous croyons que l'innovation, lorsqu'elle est enracinée dans les réalités locales, peut amplifier les voix du changement ». Elle a invité les professionnels des médias à s'approprier cette campagne, à en faire un outil de mobilisation, de sensibilisation et de transformation. Mme Ayoko Bahun-Wilson était entouré du président du réseau, pasteur Godson Lawson et des responsables des autres confessions religieuses, musulmane, chrétienne et traditionnelle. La campagne, pour cette phase expérimentale, couvre les régions de la Kara et Maritime. Les langues sollicitées sont le Kabye, le Mina, l'Ewe et le Français. La campagne prend fin en octobre prochain.

Avec ATOP/KYA/DHK

Guinness world records

Le gouvernement togolais apporte son soutien à Laurence Assignon

La ministre de la Communication, des Médias et de la Culture, porte-parole du gouvernement, Mme Yawa Ahoefa Kouigan et sa collègue Kayi Mivedor-Sambiani, du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation locale, ont apporté le soutien du gouvernement, à la candidate de Guinness world records, Laurence Assignon, lors d'une visite le jeudi 14 août, sur le site du Centre togolais d'exposition et foire (CETEF), à Lomé.

La candidate Laurence Assignon, cheffe et propriétaire du restaurant « Les 2A », s'est lancée le 10 août dans un défi gastronomique exceptionnel : battre le record du Guinness World Records du plus long marathon culinaire. Depuis cette date, la restauratrice enchaîne la cuisson des plats traditionnels devant un public fidèle et sous le contrôle d'un comité officiel. Elle ambitionne atteindre 192 heures, soit huit jours consécutifs de cuisine non-stop. Déterminée à inscrire son nom dans l'histoire de ce marathon, elle bénéficie d'un soutien de plus en plus large, dont celui du gouvernement togolais. La ministre en charge de la Culture, Mme Kouigan a souligné la portée nationale de cette performance : « Nous sommes venus aujourd'hui lui apporter du soutien, des bonnes ondes, et lui dire que nous, et également tous les Togo-



lais, sommes avec elle. C'est vrai, le record sera individuel, mais c'est un succès collectif et national. C'est le nom du Togo qui va rayonner lorsqu'on dira que la cheffe togolaise Laurence est lauréate du Guinness World Record pour ce marathon culinaire ». Elle a également salué la bravoure, l'engagement, la détermination et la résistance de la cheffe, assurant que « de jour comme de nuit, ici comme dans tous les coins du territoire, les cœurs battent pour elle », tout en rappelant que cette initiative met en valeur la richesse, la variété et la diversité de la gastronomie togolaise.

La ministre en charge de la Consommation locale, Mme Mivedor-Sambiani a salué une « preuve vivante de courage, d'engagement et de résilience ». Elle a rappelé que Laurence « a à peine dormi deux heures en cumulé depuis le début. Elle tient, on a confiance en elle. Tout ce qu'on a à faire, c'est de la motiver, de l'encourager et de la soutenir pour qu'on puisse battre le record ivoirien ». La ministre a dit espérer que Laurence Assignon ira au-delà du record actuel. Elle a invité la population à venir l'encourager. La ministre a fait savoir que ce type de défi montre qu'avec de la volonté, on peut dépasser toutes les limites et que la cheffe est une ambassadrice de la consommation locale. Si Laurence Assignon tient ce rythme jusqu'au 18 août, elle dépassera l'actuel record de 140 heures et fera rayonner, avec son nom, celui du Togo à travers le monde culinaire.

Avec ATOP/AAM/KYA



● Mme Kouigan exprimant son soutien à Laurence

Mercato

Manchester United pense à un incroyable retour !

Après avoir renforcé son attaque de façon conséquente cet été, Manchester United pourrait renforcer son arrière-garde avec un nom surprenant.

Quoi qu'il arrive cette saison du côté d'Old Trafford, Ruben Amorim ne pourra pas se plaindre de sa direction. Effectivement, INEOS a sorti l'artillerie lourde lors de ce mercato estival et a mis presque 250 millions d'euros sur la table pour offrir une nouvelle attaque au tacticien portugais : Benjamin Sesko, Bryan Mbeumo et Matheus Cunha. Mais les observateurs mancutiens le savent, il faut aussi renforcer d'autres secteurs du terrain. C'est le cas du milieu et de la défense, avec les noms de Carlos Baleba (Brighton) ou d'Adam Wharton (Crystal Palace) qui reviennent souvent dans les médias britanniques. Du renfort pourrait aussi arriver au poste de... gardien, alors



qu'André Onana traverse toujours une période compliquée à Manchester United. Recruté à prix fort pour remplacer David De Gea (50 M€) à l'époque, le portier camerounais est régulièrement pointé du doigt par les supporters et la presse anglaise pour ses erreurs qui coûtent cher, que ce soit sur sa ligne ou dans son jeu au pied. Ses

statistiques ne plaignent pas en sa faveur puisque l'ancien de l'Inter affiche l'un des plus faibles pourcentages d'arrêts parmi les gardiens de Premier League depuis son arrivée.

Un retour surprenant

Et justement, pour le remplacer, les Mancuniens pourraient aller chercher le portier qu'il a lui-même remplacé. Effectivement, selon The Sun, Manchester United serait en train de mener des négociations secrètes pour sceller un retour de son ancien gardien espagnol David de Gea, actuellement à la Fiorentina. Le portier, qui a disputé 545 matchs pour les Red Devils entre 2011 et 2023 et se place parmi les joueurs les plus capés de l'histoire du club, a

reçu une ovation toute spéciale lors d'un match amical à Old Trafford organisé samedi dernier (1-1, victoire de MU aux TàB). Avant le match, Bruno Fernandes lui a remis un cadeau symbolique, et le joueur a déclenché une standing ovation en quittant le terrain en cours

de jeu. D'après le média, une clause dans son contrat permettrait aux Red Devils de le rapatrier à moindre coût, sans que le montant ne soit dévoilé. Depuis son arrivée à la Fiorentina en août 2024 après une année sans club, David De Gea a signé une renaissance spectaculaire en

Serie A. En 35 apparitions, il a réalisé 11 clean sheets ; de quoi convaincre la direction de la Viola de le prolonger en fin de saison dernière. Mais l'existence de cette clause et l'apparition des Red Devils pourraient venir gâcher les plans de l'écurie italienne...

Avec footmercato.net

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

BIG BOSS
PILS

Toujours un coup d'avance !



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À BOIRE AVEC MODÉRATION

18

CMJN

CMJN



600F*
FCFA

BOUTEILLE

65cl



BB LOMÉ S.A.
LE LABEL QUALITÉ

www.bblome.com



*Prix de vente détail conseillé